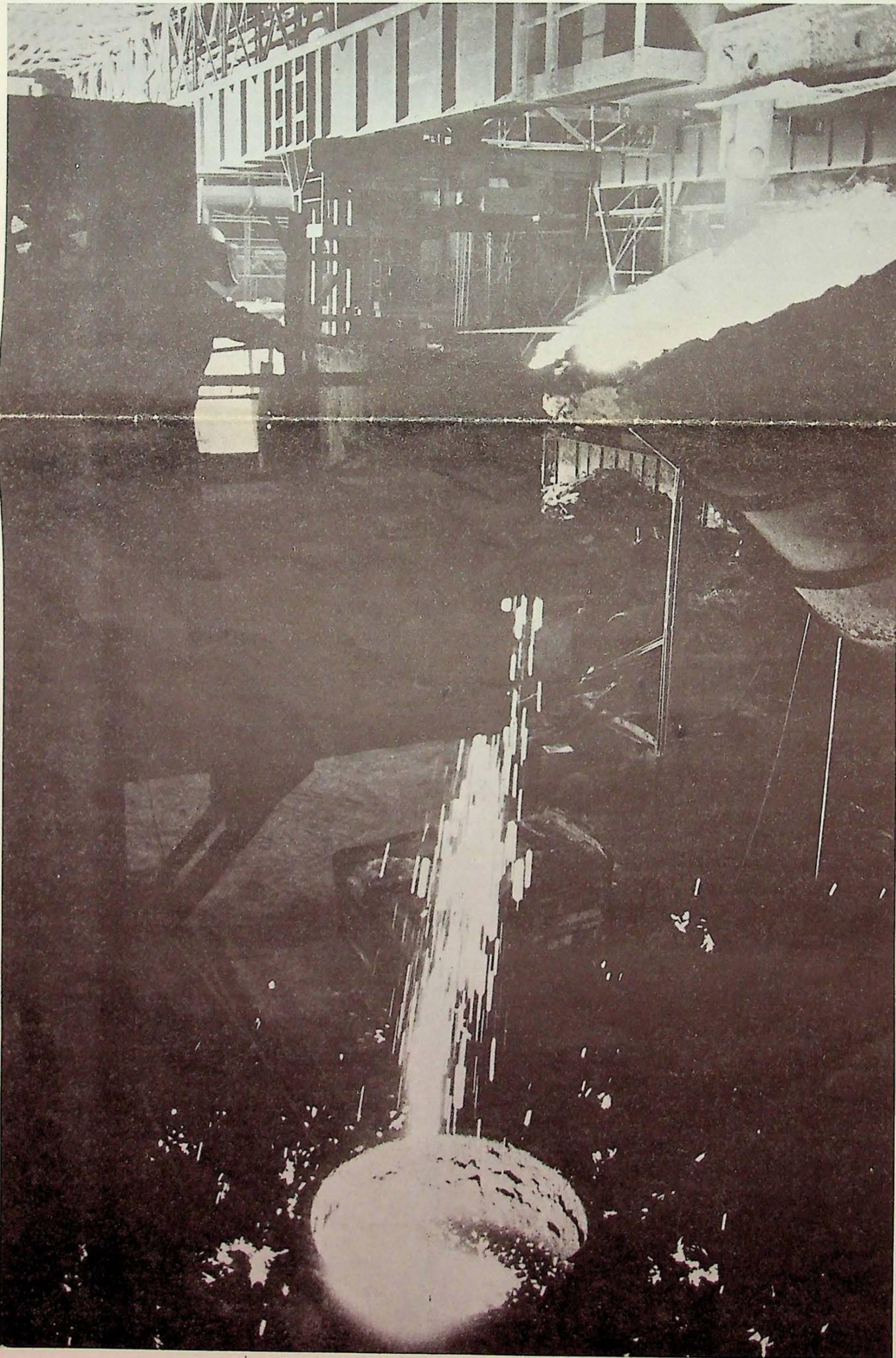


Faire échec au plan Barre



L'entretien des syndicats avec le ministre de l'Industrie s'est terminé comme on pouvait s'y attendre, et ce qui se passe aujourd'hui à Longwy est significatif du climat de révolte que les « sociétés de reconversion » de M. Giraud ne peuvent apaiser.

Il devient de plus en plus clair pour tous que c'est le plan Barre lui-même qu'il faut mettre en échec si l'on veut apporter un quelconque remède au problème de la sidérurgie. Toutes les solutions avancées dans le respect de la logique du pouvoir se révèlent incapables de régler ce problème. Quand M. Barre déclare que « l'emploi est une variable » liée à la solidité d'un système économique, nous disons, nous, que l'emploi est la priorité et que c'est la logique du système économique qu'il faut revoir. Face à la détermination des sidérurgistes, il faut savoir si les forces politiques de gauche seraient capables d'être à la hauteur de la situation et donner un écho politique à la mesure du mouvement social.

Le Bureau politique du P.S.U.,
24 février 1979.

L'affrontement dans la sidérurgie est maintenant dans sa phase la plus aiguë, notamment en Lorraine, région durement touchée par la restructuration capitaliste.

Pourtant, du nord au sud, d'est en ouest, toutes les régions sont touchées par le chômage. C'est sans vergogne que les maîtres de forges ici, les patrons des grandes entreprises là, les pouvoirs de tutelle ailleurs, comme à la S.F.P., se permettent de faire subir à la majorité des salariés cette situation jamais connue depuis « la grande crise de 1929 ».

Encouragés par la politique de Giscard-Barre, les patrons y vont de centaines, voire de milliers de licenciements, de suppressions d'emplois, de mise à la retraite anticipée.

De plus en plus nombreux, les travailleurs refusent une politique qui les conduit à devenir des assistés-sociaux alors que nos impôts devraient servir à créer des emplois utiles, à réduire le temps de travail, au lieu de financer le chômage.

La bourgeoisie elle-même est divisée sur les méthodes pour imposer la restructuration. On voit des notables U.D.R., et Messmer tout le premier, qui disaient en 73 « Lip, c'est fini », se plaindre des licenciements dans la sidérurgie. Comme les élus

U.D.F. qui proposent un impôt de solidarité « sidérurgie », tous ont surtout peur de perdre leur siège au Parlement.

Contre cet assaut d'hypocrisie, contre le démantèlement et les licenciements, pour le maintien de l'emploi sur place, le P.S.U. se bat avec tous les travailleurs. Toute la classe ouvrière appuie maintenant la nécessité d'une autre politique industrielle pour produire et vivre autrement.

Cette conviction conduit les travailleurs, comme à Longwy, à s'affronter directement aux appareils d'Etat: refus de l'impôt, occupation de l'émetteur de télévision, riposte aux provocations policières et patronales.

Dans cette volonté de lutte, le P.S.U. trouve la justification de son mot d'ordre: « Vivre et travailler au pays ». Il est donc partie prenante des luttes collectives des travailleurs pour défendre leur emploi sur place.

Dans cette perspective le P.S.U. intensifie sa campagne nationale pour les 35 heures, afin d'assurer un emploi pour tous et toutes.

Secrétariat du Secteur
Entreprise ■

Un emploi pour tous et toutes au pays

Le congrès de Saint-Etienne a décidé une campagne centrale du parti pour l'emploi autour de laquelle d'autres aspects se rejoignent, comme par exemple l'Europe, les services publics, etc.

Cette campagne centrale sera mise en œuvre par toutes les fédérations; elle s'appuie à la fois sur une analyse globale de la crise et sur celle des réalités régionales.

Elle permettra à chaque région, fédération et section de proposer, à partir des besoins, des alternatives pour développer l'emploi sur place et « vivre autrement »...

Il n'est pas inutile de préciser les trois aspects d'une telle campagne.

● **Premier aspect** : travail de préparation, réflexion collective, enquêtes, propositions d'action d'initiatives et d'alternatives à approfondir.

A partir des réalités sociales et économiques, recenser les problèmes d'emploi actuels et prévisibles pour les localités, départements et régions.

Cette importante étape doit être prise en charge par tous les militants P.S.U. à partir de leur insertion professionnelle et géographique. Il est possible de faire appel aux différentes sources d'information statistiques: ANPE, ASSEDEC, INSEE, inspection du travail, mairie, syndicats.

A partir de ces réalités, le P.S.U. doit réfléchir aux propositions d'alternatives possibles et aux actions à discuter avec tous ceux et celles qui sont concernés par les différents aspects de l'emploi. Tout ce travail doit être connu et donc ventilé dans le parti; d'où l'utilisation du questionnaire à remonter au bureau politique avant fin avril.

● **Deuxième aspect** : initiatives à proposer par le parti. Elles s'inscrivent tout naturellement dans la suite logique du premier point.

Propositions d'action :

- soutien aux actions en cours;
- comités locaux de lutte pour l'emploi;
- débats collectifs et publics;
- états généraux pour l'emploi;
- actions de masse unitaire.

Propositions alternatives : elles ne peuvent pas être précises nationalement puisqu'il s'agit de répondre aux problèmes, aux besoins et aux possibilités régionales. Mais elles doivent s'inspirer de l'orientation générale du parti, programme du parti « Vivre, produire et travailler autrement » (VPTA) et « l'utopie réaliste ».

● **Troisième aspect** : la propagande. C'est souvent le seul aspect qui est réalisé mais il est insuffisant s'il

LA crise est largement devant nous. La période de croissance rapide des années soixante est bien finie. Les économies capitalistes s'installent aux alentours d'un taux de croissance de 3% de la production. Dans le même temps, les investissements des entreprises sont presque à 100% en France des investissements de « rationalisation » (drôle de rationalité!) qui visent à accroître la productivité sans créer d'emplois.

Au contraire, le gouvernement français ne cesse de prendre l'Allemagne en exemple, celle-ci ayant réussi à licencier depuis 1974 plus d'un million

ne s'appuie pas sur les deux autres aspects. D'ailleurs la propagande doit être liée et adaptée aux deux premiers points et non pas venir après.

Un modèle de tract sera diffusé par le national en cours de campagne ainsi qu'une nouvelle affiche sur l'emploi. Leur contenu sera adapté en fonction de l'évolution de la situation générale des luttes et aussi du déroulement de la campagne du parti.

Il est nécessaire de produire aussi du matériel localement; celui-ci doit être connu et circuler dans tout le parti. Régulièrement, « TS-hebdo » en donnera connaissance à tous les militants, dans la mesure où les initiatives et les réalisations lui seront communiquées.

RESPONSABILITE POLITIQUE

Cette campagne du parti, prioritaire, est placée sous la responsabilité politique de la Direction politique et du Bureau politique. La mise en œuvre en revient aux fédérations avec l'aide et le soutien du secteur entreprise et du secteur économique.

Tous les autres secteurs du parti (agricole, femmes, nucléaire, cadre de vie, etc.) sont aussi concernés.

« Tribune socialiste-hebdomadaire » suivra le déroulement de la campagne et fera connaître les initiatives qui seront prises par la fédération.

Commission nationale
entreprise. ■

PRECISION :

La campagne emploi ayant été déjà annoncée, il ne nous appartient pas de republier les textes du congrès et de la direction politique; mais il est utile de s'y reporter pour bien saisir le sens et le contenu politique de la campagne « Un emploi pour tous et toutes pour vivre au pays » (texte du congrès paru dans « T.S. » n° 810 du 18 au 24 janvier, p. 10 et 11; texte de la Direction politique, « T.S. », n° 813 du 8 au 14 février, p. 1 et 2.

Pour la recherche d'alternatives pour l'emploi, il est aussi utile de se reporter à :

● « L'Utopie réaliste » : chapitre III, « travailler autrement », à partir de la page 79.

● « Programme autogestionnaire du P.S.U. » ; 3^e partie « Travailler autrement et d'abord : « un emploi pour tous pour la réduction du temps du travail » ; à partir de la page 131.

Changer la règle du jeu

de travailleurs de l'industrie. Et le mouvement de restructuration internationale n'est pas à son terme. Toutes les prévisions s'accordent d'ailleurs à prévoir 100 000 chômeurs de plus en France chaque année. Avec les 1 300 000 officiellement déclarés et ceux qui sont d'une manière ou d'une autre camouflés mais qui sont pourtant chômeurs au sens des normes du B.I.T. (Bureau international du travail), les deux millions de chômeurs en sont pas loin. Ça, nous l'avions déjà dit dans une affiche il y a un an, mais à l'époque cela pouvait passer pour du pessimisme.

Autant dire donc qu'il n'est de réponse à la crise, de projet de construction du socialisme qui ne doivent en premier lieu apporter des réponses efficaces à relativement court terme à cette question de l'emploi. On ne peut en effet opposer objectifs revendicatifs d'aujourd'hui (un emploi pour tous par exemple) et objectifs de transition (travailler et produire autrement par exemple), et encore moins repousser les seconds aux calendes. Chercher à satisfaire les premiers c'est la condition pour que les seconds soient progressivement portés sur le devant de la scène sociale. Or le P.C.F. et le P.S., englués dans l'idéologie productiviste qui fait du travail une fin en soi, ne voient de salut que dans l'expansion de la production. Pour eux le retour à la croissance rapide par la relance de la consommation populaire est la condition du plein emploi. Basée sur le droit à l'emploi et remettant en cause le contenu même de la croissance, notre perspective est tout autre. Elle s'appuie sur deux axes : travailler au pays, réduire le temps de travail.

TRAVAILLER AU PAYS

La logique capitaliste, celle du marché national et mondial, c'est d'accentuer la division des tâches entre pays comme entre régions; c'est donc de renforcer les relations de dépendance. En théorie chacun gagne à faire du commerce. Mais qui oserait prétendre qu'il est équivalent d'exporter du vin ou des machines-outils? Aujourd'hui la règle du jeu capitaliste c'est le libre échange; le Marché commun, comme son nom l'indique, est l'une des institutions qui renforce cette règle. Le libre échange, cela conduit à ce que, pour être compétitif, chaque pays soit obligé de s'aligner sur les normes internationales les plus efficaces. Autrement dit, si les Allemands introduisent le travail de nuit dans une industrie, le patronat français est obligé de le faire rapidement, sinon il produira plus cher et vendra moins.

On le voit, cette règle du jeu à deux conséquences : conduire à court terme à démanteler certaines branches, à faire mourir certaines régions; à moyen terme elle empêche de faire en France des choix, en matière de modèle de production et de consommation et donc de mode de vie, différents de ceux qui sont faits à l'étranger.

A moins bien sûr de changer la règle du jeu. Cela veut dire opposer à la logique capitaliste une autre logique : celle de l'autonomie. Au lieu de fabriquer pour exporter, fabriquer d'abord pour soi, pour ses propres besoins. Cela peut être vrai pour la France (il est quand même bizarre pour un pays encore très agricole d'importer la majorité de ses machines agricoles alors que Renault pourrait produire plus!) comme pour chaque région (on voit ce que donne la spécialisation à outrance d'une région sur un produit!).

Mais cela est aussi vrai pour les

pays dominés : se développer, cela ne veut pas dire pour eux aussi exporter plus, mais au contraire créer des industries pour leurs propres besoins, avoir un développement « autotentré », comme on dit.

Evidemment, une telle reconquête du marché intérieur suppose de contrôler le commerce extérieur, de remettre à terme en cause l'appartenance au Marché commun, de chercher à établir d'autres relations plus égalitaires, de travailler à la constitution d'un autre réseau avec les pays non alignés notamment (1).

Opposer autre chose, cela commence en tout cas par proposer des alternatives régionales appréhendant globalement le développement industriel d'une région et donc les questions d'emploi. C'est la raison de fond pour tenter de créer des comités locaux de lutte pour l'emploi qui, rassemblant les organisations syndicales, populaires et politiques, et réintégrant les chômeurs, pourraient faire la démonstration qu'autre chose est possible. Il ne s'agit pas tellement de chiffrer, de faire un plan régional bien léché, mais d'avoir des idées nouvelles en matière de création d'emplois notamment (pourquoi pas des régies municipales par exemple?), de susciter une autre logique.

REDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

La solution du plein emploi par la croissance n'est pas d'actualité car elle nie la crise. Le retour aux années soixante n'est plus possible. En termes de cadences et de pollution par exemple, il serait de toute façon très coûteux. Aujourd'hui assurer un emploi pour tous au pays ne peut se faire que par la réduction du temps de travail qui, de plus, conduirait à vivre autrement. C'est là un objectif en soi.

Mais réduire massivement le temps de travail crée-t-il automatiquement des emplois? Au risque de décevoir il faut dire non. Deux conditions au moins doivent être remplies.

● **Cette réduction doit d'abord être massive (passage de 40 h à 35 h au moins) et brutale, et s'appliquer à la durée journalière** : allonger le week-end ou les vacances, passer progressivement de 40 à 39 h puis à 38 h... ne résoudrait rien.

● **Elle doit ensuite, et c'est l'essentiel, s'accompagner d'une réorganisation des rythmes de travail** : renforcement des équipes déjà existantes, création d'une cinquième équipe — pour les activités où il n'existe qu'une seule équipe à horaires fixes et où s'établit un rapport avec les usagers, passage à deux équipes (par ex. 7 h - 13 h et 13 h - 19 h); c'est la seule solution pour éviter la fausse solution du travail à temps partiel ou à mi-temps.

Faute de telles réorganisations, pour lesquelles il est impératif que nous fassions preuve d'imagination, la réduction du temps de travail devrait s'accompagner d'investissements supplémentaires pour créer des emplois et cela serait beaucoup plus long.

La réduction du temps de travail appelle donc un contrôle ouvrier sur l'organisation du travail et sur les investissements. Si elle ne s'appuie pas sur la mobilisation des travailleurs, elle peut alors être récupérable par le patronat et ressembler fort au chômage partiel. Ce n'est pas une recette automatique. Elle ne prend son efficacité et son sens que dans une stratégie autogestionnaire, à travers la remise en cause des conditions de travail que le patronat nous impose aujourd'hui. ■

(1) Voir l'Utopie réaliste, chap. IV.

Loi Veil : La mobilisation se développe

C'est sous la pression de l'opinion publique qu'en 1975, le gouvernement a été contraint de voter la loi Veil qui suspend pour cinq ans la loi de 1920 qui réprimait l'avortement.

Pour cinq ans seulement. Car, à l'automne prochain, cette loi sera à nouveau débattue au Parlement. En dépit d'un premier pas vers une libéralisation de l'avortement, il est vite apparu que cette loi comportait de nombreuses restrictions et qu'en tout état de cause elle restait insuffisamment appliquée.

Déjà, en prévision des débats parlementaires de la session d'automne du Parlement, un peu partout, des comités se constituent destinés à discuter des situations locales et de la situation nationale.

● A Sens, dans l'Yonne, un « Collectif pour la campagne contraception, avortement, sexualité » s'est créé et s'est réuni le 23 février. Adhérent à ce Comité le Mouvement français pour le planning familial, le Groupe femmes, l'Union des femmes françaises, le Comité des habitants de la Z.U.P., la Fédération des parents d'élèves Cornec, le P.C.F., le P.S., la Convergence autogestionnaire — P.S.U. et L.C.R. —, l'Union locale C.F.D.T., le S.G.E.N.-C.F.D.T., le S.N.E.S., le S.N.I.-P.E.G.C. Pour prendre contact avec le Comité : s'adresser au M.F.P.F., 9, rue Boileau, Z.U.P., 89100 Sens.

Le Comité a élaboré une plate-forme d'accord dont il entend populariser, à travers des tracts, les principaux aspects.

Les signataires se sont prononcés :

— pour l'abrogation de la loi de 1920 ;

— pour que l'avortement soit libre et gratuit pour toutes, y compris les mineures et les immigrées, sans aucune condition ni restriction ;

— pour l'inscription de l'avortement dans le Code de la Santé afin de supprimer la clause de conscience, et la révision de son article 320 (ce dernier impose l'autorisation parentale pour toute anesthésie générale sur une mineure) ;

— pour une réelle information permettant aux femmes de choisir les méthodes de contraception et d'avortement avec ou sans anesthésie ;

— pour des centres de contraception - avortement - sexualité dans les hôpitaux

et les quartiers, ouverts à toutes et à tous, contrôlés et gérés par les intéressés et par des équipes volontaires compétentes et non - hiérarchisées, financés par l'Etat ;

— pour la création de relais de ces centres dans les établissements scolaires ;

— pour l'orientation et le développement des recherches scientifiques vers des méthodes de contraception simples et de qualité pour les femmes et les hommes ;

— pour la liberté de la stérilisation masculine et féminine après information complète ;

— contre le fait que la

stérilisation soit réprimée en métropole et favorisée par une politique raciste et mal-tusienne dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les pays du tiers monde ;

— contre l'utilisation imposée de certains moyens contraceptifs, en particulier sur les femmes du tiers monde et de milieux défavorisés en France.

Nous savons, d'autre part, que la lutte pour la contraception et l'avortement n'est qu'un des aspects de la lutte des femmes. Nous nous battons aussi contre toutes les formes d'oppression engendrées par le système ac-

tuel : exploitation dans le travail — dégradation des conditions de vie — oppression sexuelle (drague, viol, publicité, devoir conjugal, prostitution, lois réprimant l'homosexualité...).

● De son côté, le secteur femmes P.S.U. du Val d'Oise a appelé à la constitution également d'un collectif sur la contraception et l'avortement. Après plusieurs distributions de tracts sur les marchés de l'ensemble du département, le secteur femmes d'Oise a pris contact avec les diverses organisations et mouvements de gauche pour la constitution de collectifs unitaires locaux.

S.F.P. : Sauver l'emploi et le service public

Comme en 74 pour l'O.R.T.F., le pouvoir à nouveau s'apprête à démanteler la S.F.P. Sous prétexte de déficit, Clermont-Tonnerre propose un plan de redressement : 778 suppressions d'emplois. Les travailleurs de la S.F.P. et de toutes les autres sociétés du groupe O.R.T.F. sont entrés en lutte à l'annonce de ce plan.

Une plate-forme commune C.G.T. - C.F.D.T. rappelle les points garantissant et consoli-

dant l'emploi : garantie du volume de production publique audio-visuelle nationale ; une révision du cahier des charges des sociétés de programme précisant leurs liens avec la S.F.P. et garantissant son avenir ; une convention collective nationale.

Les travailleurs de la S.F.P. veulent conserver leur emploi et garantir un service public.

Section d'entreprise P.S.U. de la S.F.P. ■

Avortement et Contraception : Les tâches du P.S.U.

Il est évident qu'un des axes principaux d'intervention du parti par rapport aux problèmes concernant les femmes va être la mobilisation nécessaire en vue de la discussion de la loi Veil.

Aussi le secteur femmes a-t-il élaboré un document qui devrait permettre le travail des camarades, à la fois dans les interventions spécifiques du parti que dans les actions unitaires ; et permettre également le débat entre nous.

Ce P.S.U.-Information s'articule autour des points suivants :

1) La loi Veil et ses limites ; limites juridiques ; limites dans son application.

2) Le fond du tableau : une politique familialiste, qui montre les femmes dans leurs rôles traditionnels de mères avant tout, de travailleuses au rabais, en apportant les nécessaires ajustements pour s'adapter aux exigences actuelles. Le maintien de l'autorité parentale et du moralisme ; l'encadrement de la sexualité. Sur ces deux derniers points, on note également une adaptation à l'évo-

lution des mentalités en essayant de sauvegarder l'essentiel.

3) Les échéances pour le parti. Quelles questions se posent aujourd'hui ? Nécessité d'une position du P.S.U. dans les discussions avec les autres organisations. En particulier, quelle position par rapport à l'alternative : se battre pour le maintien et l'extension de la loi ; réclamer l'abolition de toute législation particulière pour l'avortement, qui deviendrait un acte médical relevant normalement du code de santé.

4) Perspectives d'actions unitaires en France. Comment peut se constituer le nécessaire rapport de forces pour aborder la période du débat parlementaire qui doit débiter avant les vacances d'été.

5) Campagne internationale. Plate-forme internationale concernant avortement et contraception ; comment nous situer dans ce mouvement ; comment ceci s'articule avec ce qui précède. Le point de la législation et du rapport de forces dans différents pays. ■

Ecole : Et si ça changeait ?

Isolement. Désespoir. Dressage. L'école premier rouage du capitalisme. Baisser les bras. Attendre les jours radieux du socialisme. Peut être...

Mais, quelque part, des gens tentent de vivre dans leur pratique enseignante quotidienne, non pas un simple réajustement des techniques pédagogiques, mais une transformation profonde

et politique de l'éducation. Le mouvement Freinet (Institut coopératif de l'école moderne), né il y a près de cinquante ans autour de Célestin Freinet, tente de rassembler des éducateurs dans une recherche collective, au travers de pratiques et de méthodes différentes (équipes pédagogiques, remise en cause de la hiérarchie, classe coopérative,

correspondance scolaire, revendication des identités de l'enfant).

L'I.C.E.M. se place dans la lutte anticapitaliste et est ouverte en permanence au dialogue avec les travailleurs et leurs organisations syndicales, politiques ou associatives (projet d'éducation populaire élaboré en commun avec les centres d'entraînement aux méthodes actives et le groupe français d'éducation nouvelle). L'I.C.E.M. a choisi de rester dans l'Education nationale. Pour lui, malgré les compromis, c'est un terrain de lutte où, dans la pratique et l'expérimentation, peut commencer la véritable remise en cause du système. ■

ICEM, B.P. : 282, 06 403 - Cannes. Plusieurs dizaines de groupes départementaux. Principales publications : l'Éducateur, La Brèche, B.T. (Bibliothèque de travail), B.T. 2, B.T. sonores. Numéro spécial de l'Éducateur, de novembre 78, à commander au prix de 8,50 F. Contact ICEM, région parisienne : 8, Impasse Crozatier, 75012 Paris.

Gard : la S.N.C.F. livrée au secteur privé

Si l'on passe sur notre nombre de chômeurs (17 % de la population active), sur la situation de l'immigration étrangère, sur le départ des jeunes vers les grands centres urbains, sur la situation des femmes surexploitées dans le textile ; si l'on passe sur la deuxième centrale nucléaire qu'on va nous construire, sur la fabrique de tubes de Vallourec qui licencie, sur la société Libaron bradée par Nestlé avec 36 travailleurs en moins, sur la ligne E.D.F. à haute tension qui traverse le Gard de part en part, sur le parc à touristes et les loyers à 3 000 F par mois qu'on nous prépare pour cet été, sur les fermatures de classes et le sous-développement de notre faculté, sur le bassin minier désaffecté pour longtemps...

Enfin, bref, si l'on passe sur tout cela, on comprend bien qu'il n'y ait plus besoin de trains pour aller à Alès, qu'il n'y ait plus besoin de service de gestion à la gare de Beaucaire, qu'il n'y ait plus besoin de dépôt à la gare de Nîmes.

Dans le Gard, la S.N.C.F. et le gouvernement, mènent une bien triste politique. La

S.N.C.F., première entreprise de Nîmes, un des derniers employeurs à Alès et à Beaucaire, va désertir notre département. Après ça, « La vie du rail » (journal cheminot) peut être fier de son T.G.V. qui sera mis en service en fin 79. Les nostalgiques du train de la Camargue ou de la ligne de Cévennes ne sont plus fait pour notre monde. Aujourd'hui, on veut aller tellement vite qu'on entretient même plus les tunnels. Les compagnies d'assurance en savent quelque chose.

A la S.N.C.F., on va vite, on rentabilise (soit disant) et même s'il faut tout donner au secteur privé. Car en fait, qui assurera les livraisons dans les communes où la ligne est fermée ? Dans le Gard, ce pourrait être le SERNAM au grand bonheur de la Société SCOTTO qui rentabilisera ainsi ses camions déglingués.

C'est pour ces raisons, mais aussi pour d'autres, que le secteur Entreprises du P.S.U. du Gard a décidé de prendre contact avec les syndicats de cheminots.

Pierre Dard (correspondance) ■

Valenciennes : Un collectif pas comme les autres

● Le 10 février, sur le cimetière industriel de Trith St Léger a été annoncé la création du « collectif pour la survie du Valenciennois ». Ce collectif se veut un rassemblement d'hommes et de femmes de tous horizons, originaires de tous les partis, de tous les syndicats ayant pour objectif de mener une réflexion sur l'avenir de la région et tâcher de définir des propositions constructives face au démantèlement de la sidérurgie. A l'origine de ce comité on trouve, en tant qu'individus, des membres de la C.F.D.T., du P.S. et des chrétiens de gauche. Des militants du P.S.U. font partie des premiers signataires que la presse a annoncés. Le collectif entend définir un plan qui répondra à l'ensemble des problèmes de l'arrondissement à la suite d'une confrontation entre les différentes propositions des partis, syndicats et associations, à la suite de vastes réunions organisées dans chaque commune. Le programme en résultant sera soutenu par toute la population.

Dès sa création, l'initiative a eu un très large écho dans la presse locale, et chaque

jour des centaines de personnes signent l'appel du Collectif. Le P.S. s'est déclaré « attentif » ; le P.C. rejette en bloc le projet, le P.S.U. a affirmé dans la « Voix du Nord » qu'il fallait mettre fin aux querelles d'états-majors, qu'il fallait agir dans le sens de l'unité de toutes les forces qui luttent contre le démantèlement de la sidérurgie, pour le droit à l'emploi au pays, l'unité de tous les travailleurs, chômeurs, jeunes et femmes. Le collectif peut être ce lieu d'unité. Le P.S.U. fera tout pour que ce collectif soit un rassemblement de toute la gauche, et qu'il en soit issu un véritable contre-plan populaire pour vivre, travailler et produire autrement dans le Valenciennois.

Un point sombre cependant ; car ici la bourgeoisie accepte mal elle aussi la suppression de la sidérurgie. Le conseil municipal de droite manifestait le 16 février avec les travailleurs. On pourrait retrouver dans le collectif des gens qui ne sont pas spécialement de gauche. Des débats en perspective ! A suivre...

Pascal COBERT ■

Bretagne : Marchais choisit le nucléaire

● Par les déclarations de Marchais, le P.C.F. a jeté le masque : sans ambiguïté il se prononce pour l'énergie et les centrales nucléaires.

Cette prise de position intervient au moment même où la campagne publicitaire de l'E.D.F. bat son plein. On est donc en droit de se demander au nom de qui parle le P.C.F., et pour défendre quels intérêts.

Avec Marchais, le P.C.F. foule aux pieds la volonté clairement exprimée par le peuple breton de refuser l'implantation des centrales nucléaires à Plogoff, au Pellerin ou ailleurs. Des dizaines de milliers de Bretons l'ont proclamé dans les manifestations, et se trouvent ainsi insultés par un dirigeant d'un parti hexagonal.

En rejoignant la droite pronucléaire, le P.C.F. a changé de camp. Au P.S.U.-Bretagne, nous pensons qu'il est temps de rassembler dans un puissant mouvement populaire tous ceux qui sont décidés à s'opposer effectivement à l'implantation des centrales nucléaires en Bretagne et ailleurs.

La manifestation du Pellerin du 10 mars en sera une nouvelle occasion, et le P.S.U.-Bretagne appelle les travailleurs à y participer en masse ; c'est la meilleure façon de montrer à la droite et au P.C.F. que les Bretons veulent vivre, travailler et décider de leur avenir en Bretagne.

Pour la Direction politique du P.S.U.-Bretagne Paul TREGUER, porte-parole ■

Ardennes : D'où vient la violence ?

Entre le Nord et la Lorraine, la sidérurgie ardennaise semble ignorée de la presse nationale ; pourtant des luttes violentes avec occupations, séquestrations, blocages de routes, manifestations de parents, etc., s'y déroulent quotidiennement.

La récente manifestation de Sedan a toutefois été relatée, en raison de l'explosion de violence subite (le commissariat, le centre des impôts, la permanence du député ont été endommagés).

Ces événements servent de prétexte à la C.G.T. (qui veut apparaître comme le seul moteur de l'action) et la F.E.N. (en perte de vitesse), pour briser le front syndical. Après le couplet contre les gauchistes et autres irresponsables, ces deux organisations ont dénoncé à la police, par un communiqué de presse, les responsables C.F.D.T. dans ces termes : « Le port du pavé et de la matraque, l'incitation à détourner la manifestation de son parcours, pour l'entraîner vers les forces de police, les appels à casser du C.R.S., le fait de distribuer gratuitement des bouteilles de bière, en suscitant une utilisation de la bouteille vide, tous ces faits ne sont pas dignes de responsables syndicaux ».

Le P.S.U. qui avait appelé à la manifestation et dont les

militants ont fait connaître nos positions au cours du défilé, a tenu à s'exprimer par le communiqué suivant.

« Face à la brutalité de la politique Barre de démantèlement de la sidérurgie ardennaise et de chômage, la manifestation massive et unitaire de Sedan a marqué la volonté des travailleurs ardennais de vivre au pays et de maintenir les emplois et activités actuels.

Le P.S.U. estime que le combat doit rester unitaire et ignorer les querelles des états-majors politiques et syndicaux.

C'est pourquoi le P.S.U. condamne l'attitude de division de la F.E.N. et de la C.G.T. qui accuse la C.F.D.T. d'être responsable des incidents de Sedan.

Pour le P.S.U., les incidents sont dus d'abord à l'attitude provocatrice des pouvoirs publics, mais aussi au manque de perspectives de changement : l'antagonisme des états-majors P.C. et P.S. qui a permis le maintien de Barre en mars 1978 et interdit tout espoir de changement à moyen terme est la cause principale du désespoir des travailleurs et de la violence. Par leurs accusations et leur racisme anti-jeunes, la C.G.T. et la F.E.N. participent à cette division et à cette démobilitation. » ■

CALENDRIER POLITIQUE



Le livre de M. Laloum vient confirmer le jugement de l'historien américain Robert O. Paxton quand il écrit : « La responsabilité de Vichy dans les déportations inhumaines de 1942-1944 est probablement plus lourde que ne le donnent à penser les documents allemands. » On demeure stupéfait devant l'immensité du crime et la nullité des hommes à qui il a été permis de le commettre.

Jacques DROZ
Université de Paris-I-Sorbonne

213 pages
45 francs

Port : 5,00 F l'exemplaire

AFIN QUE « T.S. » PUISSE VIVRE

Afin que les décisions du congrès de Saint-Etienne puissent être mises en application dans les meilleures conditions, nous demandons aux responsables et trésoriers de section de bien vouloir remplir le bulletin ci-dessous et de le renvoyer à : Tribune Socialiste, service Abonnements, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

« T.S. HEBDO » BULLETIN DE COMMANDE

Nom : Prénom :
Section :
Adresse :
Ville : Code postal :
Nombre d'adhérents à la section :
Nombre de T.S. par semaine :
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
de F : pour 18 semaines, ou de F :
pour 36 semaines
à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.
(1) Cocher la case correspondante.
Exemple de calcul pour une section de 10 adhérents.
Nombre de « T.S. » par semaine : 10 à 2 F = 20 F
— pour 18 semaines = 20 F × 18 = 360 F
— pour 36 semaines = 20 F × 36 = 720 F.

TRIBUNE SOCIALISTE « MENSUEL »

Nous comptons pour cette nouvelle formule sur un effort particulier de tous les camarades du parti pour une importante vente militante.

Afin d'éviter tout gaspillage et faire preuve du maximum d'efficacité, il importe que les responsables ou trésoriers de sections retournent avant le 3 mars 1979 le bulletin ci-dessous à Tribune Socialiste, service Abonnements, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

« T.S. » MENSUEL BULLETIN DE COMMANDE N° DE MARS

Nom : Prénom :
Section :
Adresse :
Ville : Code postal :
Nombre de « T.S. Mensuel » demandé :
Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.
(1) Cocher la case correspondante.

Si, sur tout ce qui précède des informations complémentaires vous sont nécessaires, reportez-vous à T.S. n° 814, p. 4 (« Afin que T.S. puisse vivre »).

AIDER LE MENSUEL SANS QUE CELA VOUS COÛTE !

Tribune Socialiste mensuel sera un périodique du parti, plus ouvert vers l'extérieur. Plus ouvert que l'ancienne formule grâce à son dossier mensuel de 10 pages. Enfin plus ouvert que l'hebdo réservé aux militants.

Ce mensuel, vous pourrez nous aider à l'introduire dans des milieux qui, bien entendu, ne « l'attendent pas », mais pourront, du moins, le recevoir avec un certain intérêt. Vous connaissez des sections, des fédés, d'autres partis de gauche (P.C., P.S., L.C.R., M.R.G...). Vous connaissez des lieux de lecture qui bénéficient d'un budget abonnement (mairies, bibliothèques, M.J.C...). Enfin, vous connaissez ou vous militez dans un syndicat ou un comité d'entreprise qui ne demande pas mieux que de s'informer utilement.

Alors vite ! Prenez une feuille de papier. Ecrivez-y toutes ces adresses, avec si possible, le nom du responsable financier ou du trésorier. Envoyez-la à Tribune Socialiste, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Nous, nous leur enverrons une proposition d'abonnement mensuel à 45 F. Alors merci pour eux !

La Trésorerie de T.S. ■

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. Mme Mlle

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an 6 mois (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire postal (1)
à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

FEST-NOZ ET BUFFET

● Samedi 3 mars (Plouézec) : le collectif P.S.U. et socialiste autogestionnaire vous invite à un débat-fête : films, débats sur le foncier, la marée noire, les revendications féminines, etc. Un fest-noz et un buffet. A partir de 17 h dans la salle des fêtes de Plouézec.

6 HEURES A MONTAUBAN

● Samedi 3 mars (Montauban) : 6 heures pour l'autogestion ; films débats, commissions, situation politique ; luttes, emploi ; éducation, école ; vivre au pays ; information, presse ; vie dans la cité ; femmes. Il y aura à boire et à manger et les enfants seront gardés. De 16 h à 22 h, à l'ancien collège de Montauban.

JOURNEE FEMMES

● Samedi 3 mars (Paris 15^e) : Journée nationale Femmes. Cela commencera à 10 h précises et il n'y aura qu'une journée. Vous demandez vos billets de congrès et éventuellement d'hébergement au secrétariat, 9, rue Borromée, 75015 Paris. A l'ordre du jour : « Campagne avortement - contraception ; Le droit à l'emploi des femmes dans la campagne pour l'emploi ; Organisation du secteur pour la multiplication des week-ends régionaux ». ATTENTION : il n'y aura pas de convocation supplémentaire, alors faites circuler l'information.

LE SECTEUR AGRICOLE ET L'EUROPE

● Samedi 3 mars (Paris 15^e) : réunion du secteur agricole. La présence des membres de la D.P. et des groupes locaux agricoles est vivement souhaitée. Au menu : La préparation du matériel agricole de la campagne Europe ; La mise en place du comité de rédaction de *Germinal*. Pour de plus amples informations, voir *Germinal*, Spécial Europe, n° 15, de février 1979. Demandez vos billets de congrès et éventuellement d'hébergement au secrétariat national, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

FRONT OU CONVERGENCE ?

● Dimanche 4 mars (Chamiers) : Assemblée générale du Front autogestionnaire. Au programme : rapport sur la rencontre nationale du Front autogestionnaire à Poitiers en novembre, rapport des commissions, discussion sur la transformation du Front en convergence autogestionnaire ; rôle dans la période actuelle ; organisation locale, renouvellement

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

La deuxième série des activités 78/79 du centre commence le 27 février. Deux cycles de formation sur l'économie politique marxiste sont organisés :

● Premier cycle : initiation à l'économie politique marxiste, par V. Fay, les mardis 27 février, 6, 13, 20 et 27 mars au CREFA, 78 A rue de Sèvres, Paris 6^e, de 19 à 21 heures.

● Deuxième cycle : théorie marxiste des crises économiques, par S.-C. Kolm et J. Coulavres, les vendredis 2, 9, 16 et 23 mars, même lieu, mêmes heures.

Inscrivez-vous le plus rapidement possible au C.P.F.S., 9 rue Borromée, 75015 Paris. Inscriptions : pour un cycle : 40 francs, pour les deux : 70 francs. C.C.P. C.P.F.S., 153 07 39 C Paris.

du collectif. Le dimanche, de 14 h à 17 h, à la mairie (dans le bourg, côté droit de la 89 en allant vers Périgueux).

SEMAINE PAYSANNE

● Du 6 au 8 mars (Paris 5^e) : pour la cinquième année consécutive, les élèves de l'Institut national agronomique organisent la « semaine paysanne ». La semaine paysanne veut, par ses débats ouverts à tous, permettre aux agriculteurs de s'exprimer et aux citoyens d'avoir une vision différente de l'agriculture et de ses problèmes. Le mardi 6, « le Foncier concurrence entre agriculteurs, concurrence entre ruraux et citadins ». Le mercredi 7,

« Les services publics sont-ils accessibles à tous ? ». Jeudi 8, « Les agricultures paysannes face à la technocratie ». Les débats auront lieu à la salle 321, bâtiment 7, niveau 3 du Palais Sud, de 14 h à 18 h. Pour tout renseignement : Cercle des élèves de l'I.N.A.P.G., T. Ruf, F. Boutes, 16, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.

DU CINE ET UN DEBAT

● Jeudi 8 mars (Saint-Egrève) : la C.S.F., les A.P.E. vous invitent à la projection du film *Alertez les bébés*, et au débat qui suivra. A 20 h 30, à la M.J.C. Prédiu de Sainte-Egrève (Isère).

CLOWN ATOMIQUE A PAIMPOL

● Vendredi 10 mars (Paimpol) : le clown atomique Jean Kergrist présentera son spectacle et animera un débat. Toujours organisé par le collectif P.S.U. et socialiste autogestionnaire, à 20 h 30 dans la salle des fêtes de Paimpol.

TOUTE LA JOURNEE POUR LES TRANSPORTS

● Samedi 10 mars (Paris 15^e) : réunion du secteur « Transports » du P.S.U. A partir de 9 h 30, toute la journée, au 9, rue Borromée, Paris 15^e (Métro : Volontaires).

AUTOROUTES OU AUTRES ROUTES ?

● Le G.A.E.R. 04 (Groupe d'action et d'étude régional des Alpes de Haute-Provence) a rassemblé une documentation tant en ce qui concerne l'autoroute du Val de Durance qu'en ce qui concerne les autoroutes en général, sous le titre *Autoroute ou autres routes*, il faut choisir ? Vous pouvez le commander (10 F) en écrivant au G.A.E.R., 3, rue Font-Neuve, 04190, Les Mées, à

la même adresse vous pouvez demander à un membre du G.A.E.R. de participer à une réunion d'information. Tél. (92) 32-04-16.

FACILITER LE TRAVAIL

● Pour qu'un calendrier soit vraiment efficace, il faut que l'endroit, l'heure, l'adresse complète soient indiqués. On vous l'a déjà dit et redit, mais vous continuez à nous envoyer des informations imprécises. Alors S.V.P., tous les détails, ça évitera des frais de téléphone à la rédaction pour vérification. Les informations qui arrivent avant le lundi soir (dernier

délai) ont toutes chances de passer dans le numéro qui sort le jeudi de la même semaine, mais de toutes façons, n'attendez pas le dernier moment pour appeler Framboise Chailleux, tél. 566-45-64, ça lui facilitera le travail. Grand merci. ■

OFFRE D'EMPLOI

Le P.S.U. recrute pour son secrétariat un ou une secr.-dactylo pour un 3/4 de temps (6 h), à partir du 1^{er} mars 1979.

S'adresser au secrétariat, P.S.U., 9 rue Borromée, 75015 Paris, tél. : 566-45-37.

pour que ça se passe ainsi



PSU

POUR QUE ÇA SE PASSE AINSI

C'est le titre de l'autocollant que vient d'éditer l'union des sections P.S.U. du bassin de Briey. Si certaines sections ou fédérations sont intéressées, elles peuvent en passer commande auprès de Alain Raillard, 432 cité Radieuse, 54150 Briey (prix : 70 centimes l'unité). ■

TRIBUNE socialiste

MENSUEL DE L'AUTOGESTION

36 pages, 5 F

PARAITRA

LE JEUDI 8 MARS

Les responsables ou les trésoriers de sections qui n'ont toujours pas passé commande du mensuel doivent le faire de toute urgence.

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg
Rédaction en chef : René Lanarche, José Sanchez
Secrétariat-Documents : Marie-Françoise Chailleux
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Directrice de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.